

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
(Il secoue le ministre du progrès, qui est endormi.) Réveille-toi et proteste.

LE MINISTRE DU PROGRÈS.
Je proteste... Contre quoi ?

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
Contre le ministre de la guerre.

LE MINISTRE DU PROGRÈS.
Certainement ; il faut abolir la guerre, développer l'amour. (Il se rendort.)

LE CONSUL.
J'honore la franchise du ministre de la guerre... et j'accepte sa démission.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
Il faut nommer Galuchet.

LE MINISTRE DE LA GUERRE.
Galuchet ? (Citoyen consul, tu trouveras mieux au bagne.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
Vas-y remplacer ton successeur.

LE MINISTRE DE LA GUERRE.
J'abdique aussi le grade de général que je n'ai point gagné, et je me retire simple soldat.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Homme de cœur !

LE MINISTRE DE LA MARINE.
Imbécile !

LE MINISTRE DE LA GUERRE.
Je perçois des murmures inconsistants et des paroles plus qu'osées. Certains qui n'entendent pas mieux leur besogne que je n'entendais la mienne m'inculpent de mauvais citoyen et d'imbécile, parce que je m'en vas. Je les réciproque de cambusiers, parce qu'ils restent. Leur opinion sur moi m'est inférieure ; si la mienne sur eux ne leur va pas, je la mets dans le fourreau de mon sabre, qu'ils viennent la retirer ! (Il sort lentement.)

IS. VEUILLOT.

(A Continuer.)

LES PARTAGEUX.

PREMIER DIALOGUE.—LE DÉMOCRATE.

(Suite.)

Le Démocrate.—Je sais bien, père François, que vous lisez quelquefois dans les gros livres, et que vous avez étudié jadis pour être prêtre.

Le père François.—Mes études n'ont pas été longues et je ne lis guère, mon garçon ; mais je réfléchis beaucoup. Je vois, j'observe, j'étudie. Et puis, j'ai vécu, j'ai traversé sept, huit ou dix gouvernements, et je sais ce qu'ils valent. Nous avons eu quatre ou cinq républiques différentes, qui, toutes, ne valaient pas grand'chose. L'empire a eu deux ou trois modifications ; c'était la dictature et la guerre, mais au moins on vivait alors et on vivait bien. Après l'empire, trois monarchies qui nous ont donné l'ordre, la paix, la tranquillité. Depuis un an nous en sommes déjà à la quatrième forme de république ; quand donc nous arrêterons-nous ?

Le Démocrate.—Ah ! maintenant, voyez-vous, on ne s'arrêtera plus que dans la république démocratique et sociale.

Le père François.—Qu'est-ce que c'est que ça ?

Le Démocrate.—C'est la république sans président, avec une Assemblée nationale, une Convention permanente, l'impôt progressif, l'éducation gra-

tuite et obligatoire, le divorce, la liberté de tous les cultes, l'élection dans l'armée et dans la magistrature, la justice gratuite et mille autres réformes plus urgentes les unes que les autres. Nous voulons l'égalité absolue et la fraternité...

Le père François.—La fraternité ou la mort, n'est-ce pas ? Oui, oui, je connais tout cela. Ce sont les mêmes folies, presque les mêmes hommes. Ils n'ont rien oublié, rien appris. Je vois enfin de compte beaucoup de sang et de victimes ; des violences comme en 93 et la terreur ; c'est toujours le même système. *Exciter les passions basses, éveiller les mauvais instincts par de longues prédications, aimer les haines et les colères par des émeutes, faire naître des idées de vengeance, soulever la populace des villes pour s'en faire une arme toujours prête, s'emparer brusquement du pouvoir, organiser des comités de salut public, jeter le désordre, la confusion et la crainte par toute la France, et réaliser ainsi les plus absurdes projets, les folies les plus immorales.* J'ai vu tout cela ; j'ai vu encenser une prostituée à laquelle on donnait le nom de déesse Raison et prêcher qu'il n'y avait pas de Dieu. J'ai rencontré des hommes qui étaient chargés d'enseigner que l'âme n'existait pas, et qui chassaient Dieu des églises. Vous succomberez comme eux, pauvres fous, et la postérité se demandera si vous méritez plutôt la pitié que le mépris.

Le Démocrate.—Mais, père François, vous parlez-là comme un réactionnaire ; vous insultez sans répondre, sans discuter, sans combattre.

Le père François.—Que veux tu que je discute, mon pauvre garçon ? Puis-je me battre contre les moulins à vent. La base de toutes vos réformes c'est l'impôt progressif, parce qu'il faut de l'argent pour faire des réformes. Or, l'impôt progressif est la plus stupide immoralité que je connaisse, la plus grossière erreur qui puisse entrer dans la tête d'un homme. Quand on arrive là, on a perdu le sens moral, le sens du vrai, le sens du bien, le sens du juste ; on a perdu tout bon sens. Il est inutile de discuter.

Nous autres, autrefois, nous voulions aussi l'égalité, mais l'égalité vraie, réelle, sérieuse ; l'égalité qui fait la dignité de l'homme et non pas son abaissement ; l'égalité qui relève, qui rend plus fort et meilleur ; celle qui veut que tout citoyen soit également citoyen, et qu'il contribue aux charges de l'État dans la proportion de ce qu'il a. Vous, vous voulez l'égalité dans la honte et dans la mendicité. Vous voulez vivre aux dépens de ceux qui ont plus d'ordre, plus d'activité, plus d'intelligence que vous, et qui ont su économiser, accumuler leur fortune. Voilà ce que vous appelez la république démocratique et sociale. La violence comme moyen, la misère, la honte, la mendicité, la paresse comme but. Si c'est ainsi que vous moralisez le peuple, il ne tardera pas à se dévorer lui-même. On peut vous redouter un moment, car vous ferez beaucoup de mal, mais vous n'êtes pas à craindre. Vous serez vous-mêmes, retiens bien ce mot, mon garçon, vous serez vous-même vos juges et vos bourreaux.

Le Démocrate.—Mais enfin, père François, ne faut-il pas que le riche vienne en aide au pauvre, que celui qui a donne à celui qui n'a point ? Et, si le riche est égoïste, est-ce que la loi ne doit pas intervenir pour le contraindre à être généreux ?

Le père François.—Avec ce système-là on pourrait ruiner le riche sous le prétexte qu'il n'est pas digne de sa fortune, et la donner tout entière au